

« L'urgence est totale » : le secteur de la protection de l'enfance descend dans la rue à Paris pour une « mobilisation historique »

À l'initiative du collectif des 400 000, qui rassemble de nombreuses associations et fédérations du secteur, un appel à manifester est lancé pour 13 heures sur l'esplanade des Invalides. Une mobilisation destinée à dénoncer un « système en détresse », dont « tous les voyants sont au rouge ».



En mai dernier, un comité de vigilance composé d'anciens enfants placés avaient manifesté à Paris lors du début des travaux d'une commission d'enquête parlementaire consacrée à la protection de l'enfance, depuis arrêtée. LP/Amélie Dibon .

Une mobilisation « inédite » face à un « système à bout de souffle ». Les professionnels de la protection de l'enfance descendent dans la rue mercredi, à Paris, pour tirer la sonnette d'alarme sur l'état de « délabrement inédit » de leur secteur et exiger une « réaction forte » du nouveau gouvernement.

Une manifestation est prévue au départ de l'esplanade des Invalides à 13 heures, sur la place Vauban, à l'appel de la soixantaine d'associations et de fédérations, dont la Ligue des droits de l'Homme, qui composent le « collectif des 400 000 », en référence à l'estimation du nombre d'enfants qui ont actuellement un besoin de protection en France. Le cortège défilera jusqu'au Panthéon, et promet d'être « historique », assure le collectif : « Pour la première fois, l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance uniront leurs voix pour dénoncer les défaillances criantes d'un système à bout de souffle », écrit-il dans un communiqué. Seront présents des « travailleurs sociaux, jeunes premiers concernés, militants des droits de l'enfant, venus de toute la France », indique-t-il, se félicitant d'une « union sans précédent ».

« Plus de 3 000 enfants vivent à la rue »

La mobilisation sera rythmée par des « comptines enfantines détournées en slogans de revendications », mais aussi des « témoignages poignants de professionnels du secteur (...) et de personnes directement concernées », pour mettre « en lumière la réalité d'un système en détresse ». Le point d'arrivée est fixé à la place du Panthéon, où une « expression collective » qui « symbolisera la volonté de ne plus taire cette urgence nationale » est prévue. Il précise aussi sur son site que de futures actions en région pourraient être envisagées, « en fonction de la réussite du mouvement ».

Le collectif appelle ainsi à faire de cette mobilisation « un tournant décisif pour la protection de l'enfance », autour de plusieurs revendications : « : mettre fin aux listes d'attente, réinvestir dans le soutien aux familles en difficulté, reconnaître et remédier au déclassement des travailleurs sociaux, et assurer un véritable accompagnement aux jeunes majeurs sortant de l'aide sociale à l'enfance », égrène-t-il.

« Tous les voyants sont au rouge, on est face à une crise d'une ampleur vraiment inédite », déclare à l'AFP Pierre-Alain Sarthou, directeur général de la Convention nationale des acteurs de la protection de l'enfance (Cnape), qui coordonne le collectif. « Plus de 3 000 enfants vivent à la rue, 3 350 attendent toujours une mesure de placement, 8 000 anciens enfants placés sont sans domicile fixe », énumère-t-il, le tout dans un contexte de « justice saturée », d'associations « exsangues financièrement » et de « travailleurs sociaux en sursurcharge ».

« Il faut que l'État réagisse. Il existe des lois en matière de protection de l'enfance, ce sont des bonnes lois, mais

aujourd'hui, elles ne sont pas respectées, elles ne sont pas appliquées », déplore Pierre-Alain Sarthou. Sur le terrain, les professionnels du secteur évoquent des décisions de justice qui « mettent plusieurs semaines, voire plusieurs mois », à être exécutées, laissant des centaines de mineurs au sein de leurs « familles maltraitantes ».

Même cri d'alarme concernant les jeunes majeurs qui, une fois sortis du dispositif de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), se « retrouvent sur le carreau et glissent dans des spirales d'exclusion les conduisant à vivre à la rue », dénonce Pierre-Alain Sarthou.

L'Unapei, l'une des principales associations dans le secteur du handicap intellectuel, a également appelé sur le réseau X à se joindre à la mobilisation, précisant sur le réseau X que « 16 % des enfants en (situation) de handicap sont confiés à la protection de l'enfance ». De son côté, l'association de soutien des personnes exilées Utopia 56 a aussi apporté son soutien à la manifestation et affirmé sur X que sur la seule journée de lundi, à Paris, « 17 jeunes, dont cinq jeunes filles, ont été remis à la rue par le département ».

Une commission d'enquête parlementaire brutalement arrêtée

Longtemps invisibilisée, la situation des quelque 377 000 enfants faisant l'objet d'une mesure de protection au titre de l'ASE est revenue sur le devant de la scène ces dernières années avec la mort de plusieurs enfants placés. Une commission d'enquête parlementaire, qui avait entrepris mi-mai de se pencher sur les manquements des politiques de protection de l'enfance a pris brutalement fin avec la dissolution de l'Assemblée nationale début juin. Le groupe PS a depuis déposé une proposition de résolution pour recréer cette commission.

Le collectif des 400 000 regrette aussi que « les enfants protégés n'ont plus de ministre pour porter leur voix » depuis l'annonce du nouveau gouvernement de Michel Barnier le week-end dernier. Agnès Canayer a été nommée ministre déléguée chargée de la Famille et de la Petite enfance, remplaçant Sarah El Haïry sans reprendre son titre de ministre déléguée chargée de l'Enfance, de la Jeunesse et des Familles.

La représentante de l'Unicef en France, Adeline Hazan, a exhorté début septembre le nouveau Premier ministre à « faire de l'enfance une priorité absolue de son mandat », estimant que les enfants « ne pouvaient plus attendre ». Peu après l'annonce du nouveau gouvernement, elle a fait part dans un communiqué de « sa déception face à l'absence d'un portefeuille spécifiquement dédié aux droits de l'enfant dans sa globalité au sein du nouveau gouvernement », appelant à la « création d'un ministère de plein exercice dédié à l'Enfance dans sa globalité ». Mais aussi plus largement « la reprise du travail sur l'évolution » de l'ASE, qui « reste une priorité urgente ».